



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

personnel

Question au Gouvernement n° 4297

Texte de la question

## MANIFESTATIONS POLICIÈRES

**M. le président.** La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

**M. Philippe Vigier.** Monsieur le Premier ministre, depuis plusieurs nuits, des policiers manifestent, partout en France, contre la dégradation de leurs conditions de travail. Toutes et tous ici, nous comprenons leur colère, et je voudrais leur dire notre admiration pour leur engagement sans faille au service de notre sécurité.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants, du groupe Les Républicains et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Ils dénoncent le manque de moyens humains et matériels et ils attendent le paiement des heures supplémentaires effectuées. Ils ne supportent plus de ne pas pouvoir se défendre face aux violences dont ils sont victimes, et de voir les délinquants qu'ils interpellent trop souvent relâchés.

Je le dis clairement : avec la majorité précédente, nous avons fait l'erreur de diminuer les moyens donnés à la police. (« Ah ! » et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.) Néanmoins, vous le savez, les créations de poste que vous avez décidées tardent à se concrétiser et il faudra aller beaucoup plus loin. J'ajoute que le malaise des policiers dépasse la seule question des moyens. Nos policiers attendent d'être soutenus au quotidien – mais comment faire respecter leur autorité, alors même que François Hollande fragilise chaque jour un peu plus l'autorité de l'État ?

**Mme Sylvie Tolmont.** Ah bon ?

**M. Philippe Vigier.** Je sais que vous en êtes conscient, monsieur le Premier ministre, vous qui avez toujours soutenu nos forces de sécurité et qui, avec Bernard Cazeneuve, tentez de préserver l'autorité de l'État.

**M. Christian Jacob.** N'exagérons rien !

**M. Philippe Vigier.** Les policiers attendent aussi une réponse pénale plus ferme ; c'est indispensable pour que la défiance à l'égard de la justice se transforme en confiance.

Alors, il faut leur donner des signaux clairs. Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : êtes-vous prêt à aligner les conditions d'exercice de la légitime défense des policiers sur celles des gendarmes ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

**M. Dominique Bussereau.** Bravo !

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur le président Vigier, je n'avais pas eu l'occasion de vous répondre la dernière fois. Or j'essaie de respecter une tradition que je m'impose en tant que Premier ministre, qui est de répondre personnellement aux présidents de groupe. Bernard Cazeneuve a déjà répondu il y a un instant à une question sur le même sujet, et il aura l'occasion de vous faire part des propositions que nous discuterons, le Président de la République, le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et moi-même, en fin d'après-midi, à l'Élysée, avec les syndicats de policiers et les gendarmes.

Vous avez eu raison, monsieur Vigier, d'exprimer notre admiration envers les policiers, les gendarmes et, en général, les forces de l'ordre – je veux y inclure les policiers municipaux et les sapeurs-pompiers –, tous ces agents de service public qui permettent la cohésion de notre société. (*Applaudissements sur l'ensemble des bancs.*) Les policiers, incontestablement, sont confrontés à des missions nouvelles – le ministre de l'intérieur l'a rappelé –, face au terrorisme, face à la violence présente dans notre société, face au défi, à la crise des migrants. À ce propos – vous avez vu les images et le ministre de l'intérieur l'évoquait ce matin en conseil des ministres –, je veux saluer ces CRS, ces policiers qui, depuis lundi, à Calais, participent à l'opération d'évacuation de la lande, dans l'esprit républicain que nous leur connaissons et avec un professionnalisme incroyable.

**M. Alain Marsaud.** Quelle horreur !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Ces policiers, comme vous l'avez souligné, sont aimés des Français.

**M. Claude Goasguen.** Sauf par la CGT !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** C'est pourquoi, non seulement les violences à leur rencontre sont insupportables, mais quand il y a des tracts, quand on les met en cause, quand on les compare à je ne sais quel passé,...

**M. Patrick Ollier.** C'est la CGT qui fait ça !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** ...alors que nous avons une des polices les plus professionnelles au monde – comparons avec ce qui se passe dans d'autres pays : même outre-Atlantique, dans une grande démocratie, le nombre de policiers tués et le nombre de personnes tuées par la police n'ont rien à voir avec ce que nous connaissons –, eh bien, moi, je veux saluer cette police républicaine, qui assure l'ordre républicain et la sécurité de nos concitoyens.

Le ministre de l'intérieur l'a rappelé : il faut des moyens. Oui, il faut continuer, il faut accélérer la mise en œuvre de ces moyens – nous y reviendrons ce soir. J'ai déjà eu l'occasion, ainsi que le ministre de l'intérieur, de le dire : il faudra continuer à augmenter les effectifs dans les années qui viennent ; c'est vrai pour la police, pour la justice, pour l'administration pénitentiaire, pour la défense. Les budgets de fonctionnement et d'investissement – je pense notamment aux nouvelles technologies – devront augmenter, car nous devons protéger les Français, nous devons protéger la France et lui permettre d'assumer pleinement son rang.

Je voudrais partager avec vous, l'espace de quelques secondes, ma réflexion sur la question de la violence. Nous faisons face, il est vrai, à un problème d'autorité. Ce n'est pas un sujet nouveau : rappelons-nous les émeutes de 2005.

**M. Guy Geoffroy.** Rien à voir !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Autorité de l'enseignant, autorité du policier, autorité du gendarme, parfois

même autorité de l'élu – je pense aux maires : la contestation de l'autorité est générale.

**M. Claude Goasguen.** Et contestation par la CGT !

**M. Manuel Valls**, *Premier ministre*. Par ailleurs, il y a une violence dans la société. Ce qui me frappe depuis quelques années – c'est l'élu des quartiers populaires d'Évry qui parle –, c'est que l'on est passé à autre chose. Aujourd'hui, on veut tuer des policiers. Les images qui nous arrivent du monde, ce que l'on voit sur l'internet, la réalité de cette violence, ce sont les policiers qui la subissent d'abord, parce qu'ils sont confrontés à ce qu'il y a de plus dur et de plus difficile dans la société. Par conséquent, les mesures à annoncer, ce que nous pourrions dire notamment sur les questions relatives à la justice ou à la légitime défense – le ministre de l'intérieur l'évoquait il y a un instant –, tous ces sujets seront sur la table en fin d'après-midi. J'espère que nous trouverons ensemble la bonne solution, car, je tiens à le dire, la place des policiers n'est pas dans la rue, avec des cagoules et des voitures : cela ne correspond pas exactement à leur rôle. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) C'est pourquoi, au-delà de la discussion que nous allons avoir, j'en appelle à ce que chacun respecte la loi, respecte les règles, car c'est aussi ce que les Français demandent à leurs policiers – qu'ils soutiennent et qu'ils aiment.

Un dernier mot. Je veux dire, pour avoir assumé cette responsabilité pendant deux ans, et, aujourd'hui, en tant que Premier ministre, que le pays et les policiers ont une sacrée chance : celle d'avoir Bernard Cazeneuve comme ministre de l'intérieur ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Philippe Vigier](#)

**Circonscription :** Eure-et-Loir (4<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4297

**Rubrique :** Police

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [27 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 octobre 2016](#)